

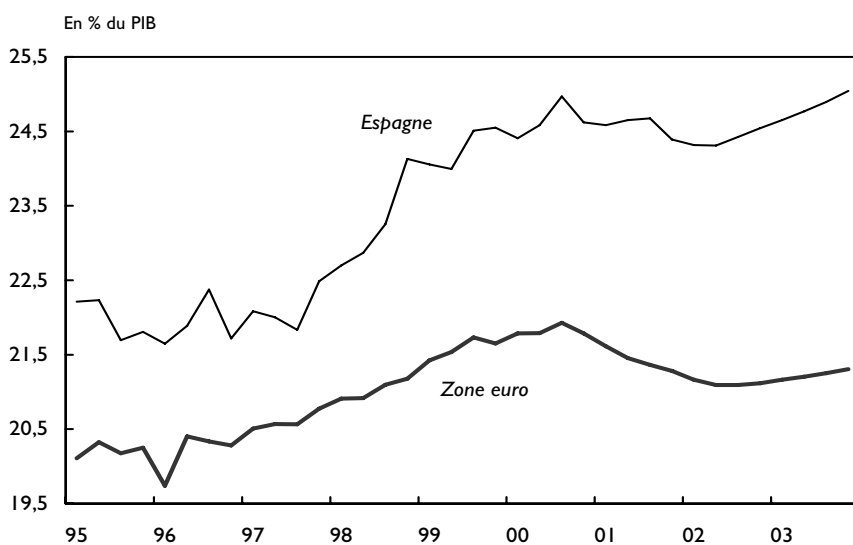
## Espagne : toujours dans le peloton de tête

### Une année 2001 en net ralentissement

En 2001, la croissance espagnole a nettement ralenti, après plusieurs années de forte croissance (quatre années avec une progression supérieure à 4 %), pour atteindre 2,8 %. Elle reste cependant nettement supérieure à celle de l'ensemble de la zone euro, avec un différentiel de 1,3 %. Si l'évolution en Espagne a été similaire à celle de la zone au premier semestre 2001, elle s'est nettement différenciée en fin d'année. La meilleure résistance de l'Espagne s'explique par un ralentissement moindre de sa demande intérieure.

L'investissement a fortement ralenti au premier semestre 2001 (0,8 %), mais est resté stable au semestre suivant. La bonne résistance de l'investissement en bâtiment, toujours soutenu par le plan d'infrastructures qui s'étend sur la période 2000-2006, compense en effet la chute de l'investissement en équipement. La baisse de la production industrielle s'est accentuée en fin d'année (- 4,7 % et - 4,2 % respectivement en novembre et en décembre 2001), en raison des attentats, puis de la crise argentine qui a affecté les entreprises espagnoles ayant investi dans ce pays. La production industrielle, qui a diminué de façon quasi-continue depuis décembre 2000, a reculé de 1,1 % en 2001 et l'investissement n'a progressé que de 2,5 % en 2001, après 5,7 % en 2000. Il reste toutefois nettement supérieur à la moyenne de la zone euro (-0,3 %) (graphique).

Taux d'investissement en Espagne et dans la zone euro



Sources : Eurostat, INE, prévisions OFCE.

La consommation des ménages a bien résisté en 2001, avec un taux de croissance de 2,7 %. Cette bonne performance est le fait d'un premier semestre vigoureux (2,8 %), avant la croissance nulle du second semestre 2001. Le ralentissement de l'activité a en effet freiné le rythme des créations d'emplois au second semestre (0,7 %, après 1,1 % au premier), surtout dans l'industrie et la construction. Par ailleurs, la forte baisse de la confiance des ménages après les attentats et la diminution des revenus des ménages induite par la chute de la bourse a pesé sur la consommation des ménages.

Le rythme de croissance des exportations (3,4 %) et des importations (3,7 %) a nettement décéléré en 2001, après avoir atteint des taux de 9,6 % et 9,8 % respectivement en 2000. La contribution extérieure est restée légèrement négative en 2001 (- 0,1 %), en ligne avec une demande intérieure espagnole plus dynamique que celle de ses partenaires.

Les indicateurs conjoncturels n'incitent pas encore à l'euphorie. Les résultats des enquêtes de février 2002 dessinent un redressement encore fragile. Le moral des industriels, toujours supérieur à la moyenne de la zone euro, s'est redressé depuis le creux de novembre 2001, mais reste bas. À l'inverse des perspectives de production, les soldes d'opinions sur les carnets de commandes domestiques et étrangères se sont améliorés en février. De plus, la baisse de la production industrielle a été moins forte en janvier 2002 (- 0,1 %), après les chutes proches de 4 % en glissement annuel de novembre et décembre 2001.

Les soldes d'opinions dans la construction restent à un niveau élevé. Après une baisse au dernier trimestre 2001, ils se sont redressés en février 2002, les carnets de commandes repartant à la hausse. Cependant, les perspectives d'emploi dans ce secteur sont un peu moins favorables depuis le début de l'année 2002.

Enfin, l'indicateur de confiance des consommateurs s'est fortement dégradé depuis septembre 2001, en raison notamment des mauvaises perspectives d'emploi et de prix, atteignant en janvier 2002 le même niveau qu'à la fin de l'année 1996. Il s'est légèrement amélioré en février, les anticipations des consommateurs en matière de prix étant plus optimistes. Quant aux perspectives d'emploi, elles sont stables depuis décembre 2001.

## Une franche reprise à partir de fin 2002

L'inflation espagnole resterait plus forte que la moyenne de la zone euro en 2002 et 2003, notamment en raison d'une progression plus forte des coûts salariaux unitaires. Elle ralentirait cependant dans le courant de l'année 2002, grâce à l'accord de modération salariale signé en décembre 2001<sup>1</sup> et qui entrera en vigueur en 2002. La poursuite de la modération salariale permettrait à l'inflation de ralentir encore en 2003. Comme en 2001, la consommation des ménages serait la composante la plus dynamique en 2002. Elle connaîtrait

1. Selon cet accord, les entreprises et les syndicats devraient négocier en 2002 des augmentations de salaires d'environ 2,5 %, tenant compte à la fois de l'objectif d'inflation fixé par le gouvernement pour l'année prochaine (2 %) et des gains de productivité prévus (1 %) à partager à parts égales entre les salariés et les entreprises. En ce qui concerne l'application de la clause de garantie du pouvoir d'achat, les travailleurs tiendront compte de la situation de leur entreprise ou du secteur concerné.

cependant une croissance moins forte qu'en 2001. En effet, le chômage, qui a recommencé à augmenter au dernier trimestre 2001 après une baisse ininterrompue depuis le premier trimestre 1996, a continué de progresser au début de l'année 2002. L'ajustement de l'emploi n'est sans doute pas terminé, comme l'indiquait le ralentissement de la productivité au quatrième trimestre 2001. De plus, le rythme encore élevé de l'inflation (3,1 % en février 2002) et l'accord de modération salariale entraîneraient une baisse du pouvoir d'achat de la masse salariale en 2002. En 2003, la consommation serait plus vigoureuse (2,5 %). Elle profiterait non seulement du ralentissement de l'inflation mais aussi de la baisse du chômage et des baisses d'impôt prévues en 2003 dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu.

L'investissement en équipement repartirait à la hausse au second semestre 2002, bénéficiant de la reprise mondiale, de l'entrée en vigueur de la réforme de l'impôt sur les sociétés et de la maîtrise des coûts unitaires, liée à l'accord de modération salariale. Par ailleurs, l'investissement en bâtiment continuerait de croître à un rythme élevé (3,8 %), soutenu par les fonds gouvernementaux et européens. L'année 2003 serait marquée par une franche reprise de l'investissement (4,7 %), après deux années moins favorables.

Comme dans les autres pays de la zone euro, les exportations bénéficieraient de la reprise au cours de l'année 2002. L'Espagne continuerait cependant à perdre des parts de marché, en raison d'une légère dégradation de sa compétitivité. La contribution extérieure resterait négative en 2002 et 2003.

La progression du PIB espagnol resterait supérieure à celle de la zone euro, avec des taux de 1,7 % en 2002 et de 2,9 % en 2003, mais elle ne retrouverait pas les taux de croissance de la période 1996-2000 supérieurs à 4 % ■

## Espagne : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2001				2002				2003				2000	2001	2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
<b>PIB</b>	1,0	0,2	0,9	0,2	0,3	0,5	0,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	4,1	2,8	1,7	2,9
Consommation des ménages	2,4	0,2	-0,8	1,4	0,3	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	4,0	2,7	1,6	2,5
Consommation publique	0,7	0,9	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	4,0	3,1	2,8	2,3
FBCF totale*	0,8	0,4	1,0	-1,0	0,0	0,5	1,0	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	5,7	2,5	1,0	4,7
Dont																
Productive	-0,1	-0,5	1,2	-3,7	-1,0	0,2	0,9	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	5,1	-1,2	-2,4	5,0
Bâtiment	1,7	1,2	0,9	1,3	0,7	0,7	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	6,2	5,7	3,8	4,5
Exportations de biens et services	-1,8	-0,1	0,4	0,1	-0,1	0,6	1,1	1,2	1,4	1,6	1,9	2,1	9,6	3,4	1,5	5,8
Importations de biens et services	0,4	1,0	-1,3	1,5	0,2	0,7	1,2	1,3	1,5	1,7	2,0	2,2	9,8	3,7	2,3	6,0
Variations de stocks, en points de PIB	0,1	0,3	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,3	0,4	0,7	0,7
<b>Contributions</b>																
Demande intérieure hors stocks	1,8	0,4	-0,1	0,7	0,3	0,4	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	4,5	2,8	1,7	3,1
Variations de stocks	-0,1	0,1	0,4	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,0
Commerce extérieur	-0,7	-0,4	0,6	-0,4	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,2
Prix à la consommation (IPCH)	3,8	4,1	3,6	2,8	2,7	2,6	2,5	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	3,4	3,6	2,6	2,5
Taux de chômage, au sens du BIT	13,4	13,0	12,8	13,0									14,1	13,0	13,4	12,7
Solde courant, en points de PIB																
Solde public, en points de PIB																
Impulsion budgétaire																
PIB zone euro	0,6	0,1	0,1	-0,1	0,3	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	3,4	1,5	1,2	2,5

 \*Les comptes trimestriels espagnols ne permettent pas d'isoler l'investissement public.  
 Sources : INE, prévisions OFCE.